



# Assemblée générale

Distr. générale  
6 décembre 2012  
Français  
Original : anglais

---

## Soixante-septième session

Point 153 de l'ordre du jour

### Financement de la Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste

## Modalités de financement de la Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013

### Note du Secrétaire général

1. Par sa résolution 2037 (2012) du 23 février 2012, le Conseil de sécurité a décidé de proroger jusqu'au 31 décembre 2012 le mandat de la Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste (MINUT) en maintenant les effectifs actuels autorisés et fait sien le plan de réduction progressive de ses effectifs, conformément aux souhaits du Gouvernement timorais et à la situation sur le terrain et suivant le bon déroulement des opérations électorales en 2012, comme l'a recommandé le Secrétaire général au paragraphe 65 de son rapport (S/2012/43) et ainsi que prévu dans le Plan commun de transition. Il a également prié le Secrétaire général de lui présenter au plus tard le 15 octobre 2012 un rapport contenant une évaluation de la situation politique et en matière de sécurité ainsi que des recommandations relatives à l'achèvement de la Mission et au transfert des responsabilités afin de permettre au Gouvernement timorais et à la MINUT d'achever les préparatifs du retrait de la MINUT compte tenu de la situation sur place et des vues du Gouvernement timorais concernant le rôle des Nations Unies au Timor-Leste après le retrait de la MINUT.

2. Dans son rapport au Conseil de sécurité sur la MINUT (pour la période allant du 7 janvier au 20 septembre 2012), en date du 15 octobre 2012 (S/2012/765), le Secrétaire général a recommandé que la MINUT poursuive son retrait échelonné jusqu'à l'expiration de son mandat le 31 décembre 2012, conformément aux vues exprimées par le Gouvernement timorais dans la lettre datée du 20 septembre 2012 que lui avait adressée le Premier Ministre (S/2012/736, annexe) et comme prévu dans le Plan commun de transition. Par la suite, des membres du Conseil de sécurité se sont rendus au Timor-Leste du 3 au 6 novembre 2012. Dans la partie intitulée « Observations » de son rapport (S/2012/889), la mission du Conseil de sécurité au Timor-Leste a indiqué que, compte tenu de la position clairement exprimée par le Gouvernement timorais dans la lettre du Premier Ministre et de la convergence de vues des interlocuteurs timorais qui estimaient que la MINUT devait poursuivre son



retrait et cesser ses activités à la fin de son mandat le 31 décembre 2012, elle souscrivait à la recommandation du Secrétaire général.

3. Dans sa résolution 66/270 sur le financement de la Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste, l'Assemblée générale a ouvert, au titre de l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013, un crédit de 162 212 100 dollars, dont 155 429 000 dollars destinés à financer le fonctionnement de la Mission, 6 431 900 dollars destinés au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, et 351 200 dollars destinés à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie). Elle a également réparti entre les États Membres, au titre de la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre, un montant de 78 393 550 dollars, dont 75 002 000 dollars destinés à financer le fonctionnement de la Mission, 3 215 950 dollars destinés au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, et 175 600 dollars destinés à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie).

4. Dans la même résolution, l'Assemblée générale a en outre décidé, sous réserve que le Conseil de sécurité décide de proroger le mandat de la Mission, de répartir entre les États Membres, au titre de la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2013, un montant de 83 818 550 dollars, à raison de 13 969 758 dollars par mois.

5. Si le Conseil de sécurité ne proroge pas le mandat de la MINUT au-delà du 31 décembre 2012, le retrait progressif et la liquidation administrative de la Mission seront financés au moyen des ressources approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution 66/270 et un budget révisé sera présenté à l'Assemblée. Les montants déjà mis en recouvrement étant destinés à couvrir la période allant jusqu'au 31 décembre 2012 uniquement, il est nécessaire de mettre en recouvrement des montants additionnels dans les limites des crédits ouverts, afin de financer les activités de la Mission. Ces montants supplémentaires s'expliquent par les dépenses engagées durant la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2012 au titre du retrait de la Mission, lesquelles ont été plus élevées que prévu, les dépenses à prévoir au titre de la liquidation de la MINUT au cas où le Conseil de sécurité n'en prorogerait pas le mandat, en attendant l'établissement d'un budget révisé et son approbation par l'Assemblée générale, et les montants à prévoir pour le compte d'appui et la Base de soutien logistique des Nations Unies pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2013.

6. Les présentes prévisions sont donc basées sur la proposition formulée par le Secrétaire général dans son rapport (S/2012/765), tendant à ce que la MINUT poursuive son retrait échelonné jusqu'à l'expiration de son mandat le 31 décembre 2012. Elles tiennent compte du plan de réduction progressive des effectifs du personnel de police et de la cessation des autres activités de fond avant le 31 décembre 2012, le personnel militaire, le personnel de police et la majorité du personnel civil devant avoir été rapatriés à cette date, et de la planification des activités de liquidation de la Mission jusqu'au 30 avril 2013.

7. Le montant brut des ressources nécessaires au fonctionnement de la Mission durant la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2012 est estimé à 86 592 700 dollars (montant net : 83 171 400 dollars), soit 11 590 700 dollars (montant net : 11 175 800 dollars) en plus par rapport au montant de 75 002 000 dollars (montant net : 71 995 600 dollars) déjà mis en recouvrement.

8. Les ressources nécessaires au fonctionnement de la Mission durant la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2012 couvrent les dépenses afférentes à la réduction et au retrait progressif des effectifs militaires et de police, notamment les observateurs

militaires, la police des Nations Unies et les unités de police constituées ainsi que le rapatriement du matériel appartenant aux contingents, à la cessation de service de toutes les catégories de personnel civil, à la rénovation des locaux avant leur cession au Gouvernement, aux dépenses additionnelles au titre des services de transport aérien et aux frais de remise en état du matériel de l'ONU avant son transfert à la Base de soutien logistique des Nations Unies ou à d'autres missions.

9. Si le Conseil de sécurité ne proroge pas le mandat de la Mission, il faudra, pour financer la liquidation de la Mission durant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 avril 2013, des ressources d'un montant brut de 10 094 000 dollars (montant net : 9 657 100 dollars), dont 5 148 400 dollars pour couvrir les dépenses afférentes au personnel civil (73 agents recrutés sur le plan international, 4 agents recrutés sur le plan national et 12 Volontaires des Nations Unies) et 4 945 600 dollars pour couvrir les dépenses opérationnelles, dont les voyages, les installations et infrastructures, les transports terrestres, les communications et l'informatique, les services d'ambulance et autres services, le règlement des demandes d'indemnisation et le transport des effets personnels des membres de la Police des Nations Unies à rapatrier et le transport du matériel appartenant à l'ONU à la Base de soutien logistique des Nations Unies.

10. En outre, il faudra mettre en recouvrement, pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2013, un montant de 3 215 950 dollars au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix et un montant de 175 600 dollars au titre de la Base de soutien logistique des Nations Unies.

### Estimation des ressources nécessaires pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	1 <sup>er</sup> juillet- 30 juin 2013	1 <sup>er</sup> juillet-31 décembre 2012			1 <sup>er</sup> janvier- 30 avril 2013	1 <sup>er</sup> juillet 2012-30 avril 2013	
	Montant alloué <sup>a</sup>	Montant mis en recouvrement <sup>b</sup>	Dépenses prévues	Ressources additionnelles nécessaires	Liquidation prévue	Montant total des ressources nécessaires	Ressources additionnelles nécessaires
	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (4) + (6)	(8) = (3) - (7)
<b>Militaires et personnel de police</b>							
Observateurs militaires	1 541,1	755,7	578,5	177,2	—	578,5	177,2
Contingents							
Police civile	33 264,7	16 196,6	12 763,0	3 433,6	—	12 763,0	3 433,6
Unités de police constituées	13 908,9	6 442,6	10 425,6	(3 983,0)	—	10 425,6	(3 983,0)
<b>Total partiel</b>	<b>48 714,7</b>	<b>23 394,9</b>	<b>23 767,1</b>	<b>(372,2)</b>	<b>—</b>	<b>23 767,1</b>	<b>(372,2)</b>
<b>Personnel civil</b>							
Personnel recruté sur le plan international	54 825,2	26 412,6	29 064,9	(2 652,3)	4 980,8	34 045,7	(7 633,1)
Personnel recruté sur le plan national	9 306,9	4 653,5	5 303,8	(650,3)	20,4	5 324,2	(670,7)
Volontaires des Nations Unies	7 206,0	3 603,0	4 515,7	(912,7)	147,2	4 662,9	(1 059,9)

Catégorie	1 <sup>er</sup> juillet- 30 juin 2013	1 <sup>er</sup> juillet-31 décembre 2012			1 <sup>er</sup> janvier- 30 avril 2013	1 <sup>er</sup> juillet 2012-30 avril 2013	
	Montant alloué <sup>a</sup>	Montant mis en recouvrement <sup>b</sup>	Dépenses prévues	Ressources additionnelles nécessaires	Liquidation prévue	Montant total des ressources nécessaires	Ressources additionnelles nécessaires
	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (4) + (6)	(8) = (3) - (7)
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	2 123,9	1 062,0	1 218,4	(156,4)	–	1 218,4	(156,4)
<b>Total partiel</b>	<b>73 462,0</b>	<b>35 731,1</b>	<b>40 102,8</b>	<b>(4 371,7)</b>	<b>5 148,4</b>	<b>45 251,2</b>	<b>(9 520,1)</b>
<b>Dépenses opérationnelles</b>							
Personnel fourni par des gouvernements	–	–	–	–	–	–	–
Observateurs électoraux civils	–	–	–	–	–	–	–
Consultants	457,6	228,8	451,8	(223,0)	–	451,8	(223,0)
Voyages	2 812,1	1 406,0	984,8	421,2	116,5	1 101,3	304,7
Installations et infrastructures	10 606,9	5 303,4	5 056,1	247,3	996,2	6 052,3	(748,9)
Transports terrestres	2 181,8	1 090,9	1 263,6	(172,7)	73,9	1 337,5	(246,6)
Transports aériens	7 713,8	3 106,9	7 430,2	(4 323,3)	–	7 430,2	(4 323,3)
Transports maritimes ou fluviaux	–	–	–	–	–	–	–
Communications	3 370,3	1 685,1	2 166,3	(481,2)	764,4	2 930,7	(1 245,6)
Informatique	2 525,1	1 262,6	1 390,1	(127,5)	202,2	1 592,3	(329,7)
Santé	1 110,2	555,1	249,2	305,9	318,4	567,6	(12,5)
Matériel spécial	236,2	118,1	84,1	34,0	–	84,1	34,0
Fournitures, services et matériel divers	2 238,3	1 119,1	3 646,6	(2 527,5)	2 474,0	6 120,6	(5 001,5)
Projets à effet rapide	–	–	–	–	–	–	–
<b>Total partiel</b>	<b>33 252,3</b>	<b>15 876,0</b>	<b>22 722,8</b>	<b>(6 846,8)</b>	<b>4 945,6</b>	<b>27 668,4</b>	<b>(11 792,4)</b>
<b>Total brut</b>	<b>155 429,0</b>	<b>75 002,0</b>	<b>86 592,7</b>	<b>(11 590,7)</b>	<b>10 094,0</b>	<b>96 686,7</b>	<b>(21 684,7)</b>
Recettes provenant des contributions du personnel	6 012,8	3 006,4	3 421,3	(414,9)	436,9	3 858,2	(851,8)
<b>Total net</b>	<b>149 416,2</b>	<b>71 995,6</b>	<b>83 171,4</b>	<b>(11 175,8)</b>	<b>9 657,1</b>	<b>92 828,5</b>	<b>(20 832,9)</b>
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–	–	–	–	–
<b>Total</b>	<b>155 429,0</b>	<b>75 002,0</b>	<b>86 592,7</b>	<b>(11 590,7)</b>	<b>10 094,0</b>	<b>96 686,7</b>	<b>(21 684,7)</b>

<sup>a</sup> Montants alloués en application de la résolution 66/270 de l'Assemblée générale.

<sup>b</sup> Montants mis en recouvrement en application de la résolution 66/270 de l'Assemblée générale.

11. Au 30 novembre, le montant des contributions non acquittées au Compte spécial pour la MINUT s'élevait à 22 503 982 dollars. De ce fait, le Compte spécial présentait au 3 décembre 2012 un solde en espèces de 14 800 000 dollars, ce qui représente un déficit de la réserve de trésorerie opérationnelle de trois mois.

12. Compte tenu des circonstances exceptionnelles exposées dans la présente note, les crédits supplémentaires à mettre en recouvrement au titre de l'exercice budgétaire 2012/13 sont nécessaires pour assurer le fonctionnement de la Mission jusqu'à l'expiration de son mandat ainsi que sa liquidation administrative, en attendant l'approbation du budget révisé qui sera établi sous réserve de la décision du Conseil de sécurité.

### **Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre**

13. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre au sujet du financement de la Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste, compte tenu des crédits ouverts en application de sa résolution 66/270 pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013, soit 162 212 100 dollars, dont 155 429 000 dollars pour financer le fonctionnement de la Mission, 6 431 900 dollars destinés au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix et 351 200 dollars destinés à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie), et du montant mis en recouvrement pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2012, soit 78 393 550 dollars, dont 75 002 000 dollars pour le fonctionnement de la Mission, 3 215 950 dollars pour le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix et 175 600 dollars pour la Base de soutien logistique des Nations Unies, se présentent comme suit :

a) Mise en recouvrement d'un montant brut additionnel de 11 590 700 dollars (montant net : 11 175 800 dollars) pour le fonctionnement de la Mission durant la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2012;

b) Mise en recouvrement, pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 avril 2013, d'un montant brut de 10 094 000 dollars (montant net : 9 657 100 dollars) destiné à financer la liquidation administrative de la Mission, sous réserve de la décision que prendra le Conseil de sécurité;

c) Mise en recouvrement, pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2013, d'un montant brut de 3 215 950 dollars (montant net : 2 893 350 dollars) destiné au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix et d'un montant brut de 175 600 dollars (montant net : 107 350 dollars) destiné à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie).